

LABBÉ, Marie-Hélène. *La prolifération nucléaire en 50 questions*. Paris, Éditions Jacques Bertoin, 1992, 351 p.

Albert Legault

Volume 24, numéro 3, 1993

Mondialisation et mutations politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703228ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703228ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Legault, A. (1993). Compte rendu de [LABBÉ, Marie-Hélène. *La prolifération nucléaire en 50 questions*. Paris, Éditions Jacques Bertoin, 1992, 351 p.] *Études internationales*, 24(3), 717–718. <https://doi.org/10.7202/703228ar>

États reconnaissent – à des degrés divers, il est vrai – l'importance de son maintien. Comme le soulignent Haglund et Mager, il est cependant urgent d'entreprendre une réforme de ce régime si l'on veut assurer sa survie. Cette réforme devrait s'appuyer sur un renforcement de la coopération multilatérale (créations d'unités multinationales) et sur le redéploiement des troupes dans d'autres États, ceci pour que l'Allemagne ne soit plus seule à assumer le fardeau d'une présence militaire étrangère.

Cet ouvrage présente de grandes qualités. Les textes qui y figurent sont, règle générale, très pertinents et bien documentés, même s'il faut admettre que certains d'entre eux subissent déjà l'usure des événements (notamment celui sur l'URSS). On doit également souligner la cohérence de ce collectif qui, tout en abordant un sujet aux dimensions très variées, reste solidement ficelé autour de la problématique centrale. Mais le plus grand mérite de cet ouvrage est certainement d'entamer une réflexion de fond sur un sujet trop rapidement enterré par certains et trop peu étudié par d'autres, mais qui aura certainement une influence considérable sur l'avenir de la sécurité européenne.

Stéphane ROUSSEL

Département de science politique
Université de Montréal

LABBÉ, Marie-Hélène. *La prolifération nucléaire en 50 questions*. Paris, Éditions Jacques Bertoin, 1992, 351 p.

Quelques années après la guerre du Golfe et l'éclatement de l'empire

soviétique, cette étude, bien écrite et qui se lit comme un roman, vient à point nommé faire le tour des questions relatives à la non-prolifération nucléaire.

Sans prétention théorique, l'auteur qui s'était déjà illustré dans le passé par un ouvrage remarqué sur *La politique américaine de commerce avec l'Est, 1949-1989*, brosse ici un merveilleux tableau des grands problèmes relatifs au nucléaire. Dans une première partie, Marie-Hélène Labbé s'interroge (8 questions) sur les motifs d'acquisition de l'arme nucléaire en passant en revue l'histoire des politiques des États nantis et des «pays du seuil». Dans une deuxième partie, elle s'interroge (11 questions) sur les doubles chocs de l'éclatement de l'empire soviétique qui crée des puissances quasi nucléaires malgré elles, ainsi que sur les raisons et les causes de l'incurie occidentale face à l'Irak. Au cours d'une troisième partie, l'auteur consacre cinq questions à la dynamique de la prolifération régionale, tandis que la dernière et quatrième est consacrée aux moyens de lutte contre la prolifération et aux autres approches qu'il serait souhaitable de mettre en œuvre pour contenir l'inévitable danger des monstres froids que sont ou que pourraient devenir les États nucléaires actuels ou à venir. Finalement, l'étude aborde sous forme d'annexes les questions techniques sur la fabrication d'une arme nucléaire, les effets d'une explosion nucléaire, la question de savoir si les essais nucléaires sont nécessaires ou non, le coût de l'arme nucléaire, les instruments de contrôle sur les exportations dites «sensibles», le rôle de l'AIEA, les zones dénucléarisées... Ces

détails, sans doute largement connus du spécialiste, seront une révélation pour le jeune chercheur qui tente d'aborder ces problèmes avec un regard neuf. Il s'agit là d'un ouvrage intelligent et bien conçu.

Contrairement à beaucoup d'autres ouvrages parus en français où les auteurs ont une thèse à défendre, l'ouvrage de Marie-Hélène Labbé a le mérite de poser les problèmes sans parti pris. Du côté de l'offre, il reste des échappatoires à combler, notamment l'institution d'un régime de contrôle en matière de plutonium. L'auteur ne croit ni en un régime global ni à un régime universel, encore qu'il soit d'accord pour estimer que la reconduction du TNP (Traité de non-prolifération des armes nucléaires) en 1995 est encore la meilleure garantie contre les méfaits de l'instabilité nucléaire, car la dissuasion à dix ou à quinze lui paraît «peu probable». À partir de l'instant où la prolifération nucléaire paraît inévitable, que peut-on faire pour en diminuer les effets les plus délétères? En ce domaine, Marie-Hélène Labbé démontre encore une fois qu'elle a à peu près tout lu. Elle insiste à juste titre sur l'établissement de mesures de confiance dans les régions, sur le renforcement des alliances naturelles – par exemple elle cite les déclarations du Secrétaire général de l'OTAN confirmant la protection à accorder à la Turquie en cas d'attaque en provenance de l'Irak – qui pourraient être mises en place sur une base *ad hoc* en cas de crises graves – en Corée du Sud par exemple – et sur l'exemple fécond que constitue l'établissement de zones franches d'armes nucléaires. L'auteur n'épargne pas non plus les États nucléaires

qui devraient s'efforcer dans leurs doctrines stratégiques de «marginaliser» le nucléaire et d'en arriver dans le long terme à une interdiction globale des essais nucléaires.

Du côté des «pays du seuil», Marie-Hélène Labbé note l'importance de l'avènement de la démocratie en Argentine et au Brésil, ce qui a amené ces deux pays à s'ouvrir en matière de coopération nucléaire pacifique, les incertitudes qui continuent de planer sur l'Inde et le Pakistan où une guerre nucléaire pourrait avoir lieu à l'«insu» des gouvernements, faute de systèmes de commandement et de contrôle appropriés, et le caractère volatil de toute zone du Proche-Orient. S'il est vrai, comme l'auteur le souligne, que la Libye n'est pas l'Irak et qu'en la matière il est peu probable que celui-là constitue un danger aussi grave que l'Iran qui reste un pays «à surveiller», il est peut-être moins vrai qu'il n'y paraît d'affirmer que l'Afrique du Sud a renoncé «volontairement» à l'arme nucléaire. Ici, la contrepartie a sans doute été la levée des sanctions américaines contre ce pays.

Cette étude aurait pu être écrite par un Canadien. Il est rafraîchissant de constater que de part et d'autre de l'Atlantique des spécialistes pensent de la même manière.

Albert LEGAULT

Département de science politique
Université Laval, Québec

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

BLACK, Cyril E., HELMREICH,
Jonathan E., HELMREICH, Paul C.,
ISSAWI, Charles P., McADAMS,